

## La science célébrée à Ngambé Tikar

**B**anderole célébrant l'IRD, présence massive et enthousiaste de la population, mobilisation des notables, la ville de Ngambé Tikar, au centre du Cameroun, a mis les petits plats dans les grands pour rendre hommage à la science. Durant près d'une semaine<sup>1</sup>, une manifestation inédite de restitution, organisée à l'initiative des autorités locales, a permis aux scientifiques de présenter les résultats de 20 ans de travaux dans la région à ses habitants. Zone de contact entre forêts et savanes, la vaste plaine de Ngambé Tikar mobilise en effet l'activité de nombreuses disciplines, allant de la botanique à l'archéologie et l'histoire des peuplements, en passant par la zoologie, la génétique ou les sciences de la santé... Elle a notamment été au centre de l'important projet de recherche « Exploitation des écosystèmes et équilibre du milieu en Afrique centrale » à la fin des années 1990, dont les résultats sont désormais bien analysés. Concrètement, les scientifiques de l'IRD et leurs partenaires camerounais ont animé des conférences, dont le message adapté au grand public était relayé par des interprètes, pour toucher le plus grand nombre. Des séances de projections commentées ont également permis de présenter nombre de documentaires sur ce terroir, dont certains réalisés par l'IRD. Ne boudant pas leur plaisir, les habitants étaient nombreux – plus d'un millier à chaque fois – à assister à ces présentations. Dévoilée à cette occasion une série de panneaux d'exposition retraçant les recherches menées dans la région, perpétuera le message après la fin de la manifestation. ●

1. début décembre 2014

**Contact**  
cameroun@ird.fr

## Nominations

**L**aurent Vidal a été nommé représentant de l'IRD au Sénégal. Docteur en anthropologie, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales, directeur de recherche à l'IRD, Laurent Vidal travaille depuis plus de vingt ans sur les problèmes posés aux sociétés par les questions de santé dans les pays en développement, Niger, Côte-d'Ivoire, Sénégal et Cameroun notamment. Auteur de nombreux ouvrages et articles scientifiques sur le sida, la tuberculose, les systèmes de santé et l'épistémologie des sciences sociales, il a dirigé durant deux ans le centre IRD de Sciences sociales à Abidjan en Côte-d'Ivoire. Il a également occupé les fonctions de directeur du département Sociétés. Actuellement membre de l'UMR SESSTIM, affecté à l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales à Yaoundé au Cameroun. Il a pris ses nouvelles fonctions le 1<sup>er</sup> janvier à la représentation de l'IRD au Sénégal où il succédera à Yves Duval.

**S**ébastien Carretier a été nommé représentant de l'IRD au Chili, fonction qu'il occupe par intérim depuis septembre 2014. Docteur de sciences de la Terre, Sébastien Carretier a rejoint l'IRD en 2004 après avoir été chercheur au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Il a notamment été affecté au Pérou et au Chili, où il a travaillé sur l'érosion des bassins versants du versant Pacifique des Andes. Spécialiste en géomorphologie, tectonique et érosion, il est directeur de recherche au sein de l'UMR GET. Actuellement au Chili, il conduit plusieurs projets et codirige le laboratoire mixte international COPEDIM.



# A la recherche des mondes perdus

L'expédition Lengguru 2014 confirme que cette région de Papouasie occidentale est un point chaud de biodiversité mondiale.

**P**artis mi-octobre inventorier la biodiversité des massifs karstiques de Lengguru, en Papouasie occidentale, les scientifiques sont de retour après plus d'un mois d'explorations terrestres et marines. L'expédition, conduite par l'Institut de recherche pour le développement (IRD),

l'Institut indonésien des sciences (IPI) et l'Académie des pêches de Sorong (APSOR), a mobilisé plus de 70 chercheurs européens et indonésiens. Une aventure scientifique, la plus importante jamais menée en Indonésie, qui a permis d'étudier divers milieux karstiques et de collecter des centaines d'espèces

animales et végétales ! Ces observations préliminaires le confirment : le massif karstique de Lengguru est un point chaud de biodiversité mondiale, formé d'écosystèmes uniques. Durant six semaines, les chercheurs ont exploré trois régions : Lobo (baie de Triton), Urissa (zone du lac Sewiki) et

Examen et prélèvement d'acariens sur les plumes d'un oiseau en bordure du lac Sewiki, lors de l'expédition Lengguru 2014. Cet ornithologue étudie le rôle des parasites des populations d'oiseaux endémiques.



Minuscules au mouillage devant le village de Lobo, les deux navires de l'expédition font face aux spectaculaires forêts et falaises karstiques. Culminant à 1 200 mètres d'altitude, les crêtes vertigineuses seront atteintes par des équipes après 3 jours de progression.

## Pigéo mémorise les données géographiques

Un outil développé par les chercheurs de l'IRD permet d'accéder en ligne à toutes les productions et bases de données géographiques issues de la recherche au Burkina Faso.

**U**ne base de données d'informations géographiques des villes du Burkina Faso est désormais accessible en ligne à tous ! La plate-forme Pigéo<sup>1</sup> centralise pour l'heure les produits issus de campagnes scientifiques menées à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. « Ils sont disponibles sur le site internet : n'importe quel utilisateur peut cartographier en ligne, pour l'une des deux villes, les informations qui l'intéressent autour de thèmes divers comme la santé, les risques urbains ou encore l'éducation », explique le chercheur Emmanuel Bonnet, en charge du projet. La création de Pigéo répond d'abord à la demande des géographes, épidémiologistes ou urbanistes. « Bien souvent en Afrique de l'Ouest, si les données existent, elles sont difficilement exploitables dans les systèmes d'informations géographiques (SIG), pour des raisons de format, de projection ou de qualité d'acquisition », commente-t-il. Il en est ainsi pour les informations sur la localisation des centres de santé à Ouagadougou, qui n'ont pas les bonnes projections géographiques. « En les

intégrant dans le SIG, on peut se retrouver avec des centres au pôle Nord ! », ajoute-t-il. Avec Pigéo, les informations géographiques sont normalisées, archivées et mises à disposition. « Cette plate-forme nous permet de cartographier les cas de paludisme recensés à Bobo-Dioulasso et de les comparer aux points d'eau dans la ville, souligne l'entomologiste Florence Fournet. Avec cette représentation dans l'espace, nous établissons s'ils ont un lien avec de possibles foyers larvaires de moustiques. » De plus, le stockage de ces données, et des tutoriels détaillant comment les exploiter, offre un outil global pour accéder aux données géographiques de ces villes. Il permet aux scientifiques d'initier de nouveaux projets et trouve écho auprès des acteurs du développement urbain. « Le ministère de l'Éducation burkinabè possède une base de données des établissements scolaires sans géolocalisation, raconte-t-il. Leur intégration dans Pigéo va permettre d'avoir un état des lieux actuel de l'offre scolaire à Ouagadougou. Un outil sur lequel le

ministère compte pour développer sa carte scolaire. » Dans cette logique de données libres, Pigéo coopère aujourd'hui avec Open Street Map (OSM). Ce dernier est un projet international fondé en 2004 dans le but de créer une carte libre du monde. Il collecte des données<sup>2</sup> du monde entier sur les routes, voies ferrées, forêts, bâtiments notamment. « La coopération entre Pigéo et OSM devrait consister en un partage des données géographiques sur les villes couvertes par notre plate-forme et sur d'autres terrains dans lesquels le manque d'informations est important », rapporte le chercheur. Pigéo devient un outil reconnu au Burkina Faso. Il devrait prochainement se développer au Mali et en Côte-d'Ivoire. ●

**En savoir plus**  
<http://www.pigeoburkina.org>  
<http://www.openstreetmap.org>

**Contacts**  
emmanuel.bonnet@ird.fr  
UMI Résiliences (CIRIS, IRD)  
florence.fournet@ird.fr  
UMR Mivegec (UM1et2, CNRS, IRD)



Les centres de santé (points verts) de Ouagadougou, représentés sur une carte.

# Féministe, l'économie solidaire ?

**Economistes, féministes et acteurs de l'économie solidaire, réunis en colloque, s'interrogent sur l'impact de ce secteur d'activité sur les rapports hommes et femmes. Son apport aux questions de genre reste jusqu'ici assez méconnu.**

L'économie solidaire l'est-elle aussi envers les femmes ? Autrement dit, est-elle féministe, agit-elle ou peut-elle agir contre les inégalités de genre persistantes ? « *La question n'est jamais posée, pas plus par les acteurs du secteur, que les politiques intéressés par le sujet ou les chercheurs qui l'étudient* », indique l'économiste Isabelle Guérin, à l'occasion d'un colloque consacré à ce débat<sup>1</sup>, organisé par l'IHED<sup>2</sup> et l'IRD. L'économie solidaire regroupe l'ensemble des pratiques économiques développées à l'initiative de citoyens et ne misant pas sur le profit. Elle s'accompagne d'un contenu politique et de revendications à des droits. Elle compte une grande variété d'expériences dans toutes les régions du monde : commerce équitable, finance solidaire, mutuelles de santé, coopératives de production, crèches parentales... « *Ce manque de curiosité pour l'aspect de genre, pour l'impact sur les inégalités, est surprenant, car une bonne partie de ces initiatives est justement animée par des femmes ou destinée aux femmes* », note-t-elle. Le paradoxe va plus loin, puisque la plupart des mouvements féministes, chantres de la lutte de genre, ne se préoccupent pas



Crèche solidaire à Madagascar.

d'avantage de l'économie solidaire. Pourtant, tout comme elle, ils développent une critique du modèle capitaliste. Mais la rencontre entre les deux approches n'a jamais eu lieu... « *L'objectif principal de cette réunion scientifique est de faire dialoguer ces deux champs de réflexion, jusqu'ici distants malgré leur indéniable proximité, d'évaluer leur possibilité de convergence* », indique-t-elle. Une des pistes mises en évidence, pour comprendre le rôle de l'économie solidaire dans les questions de genre, est la nécessité d'élargir sa définition. « *Il faut intégrer les initiatives en articulation*

*avec le foyer, avec le voisinage, avec la communauté. Ces activités, parfois génératrices de valeurs, d'autonomie, de petites parcelles de pouvoir, dans lesquelles les femmes sont très investies, restent souvent exclues de la sphère de l'économie solidaire* », estime-t-elle. Un enjeu de l'économie solidaire concerne sa capacité à mieux articuler sphères « productive » et « reproductive » (soins à autrui, travail domestique, etc.). En la matière, les initiatives de l'économie solidaire dans l'espace familial peuvent permettre aux femmes de mieux concilier vie professionnelle et vie domestique. En

contribuant à les décharger de tâches qui leur sont souvent dévolues, elles leur ouvrent par exemple l'accès à l'emploi. Les cantines solidaires en Afrique ou en Amérique latine, par exemple, relèvent de cette démarche. Soulageant les ménagères d'interminables préparatifs, elles leur laissent le temps pour mener des activités rémunératrices, tout en revendiquant leur reconnaissance et une prise en charge au près des pouvoirs publics. « *Ces revendications ont plus ou moins de succès. Mais la capacité réelle de l'économie solidaire à contribuer à*

*la lutte contre les inégalités de genre se trouve bien là* », conclut-elle. ●

1. Homo oeconomicus, mulier solidaria. Une économie solidaire peut-elle être féministe ? 16-17 octobre 2014, Genève.
2. Institut de hautes études internationales et du développement.

## Contacts

isabelle.guerin@ird.fr  
isabelle.hillenkamp@ird.fr  
UMR CESSMA (IRD, Université Paris Diderot - Paris 7, INALCO)  
christine.verschuur@graduateinstitute.ch  
IHED

# Espaces maritimes en transformation

**Dans les mers semi-fermées, les eaux sous juridiction des Etats s'étendent. Une tendance mondiale mise en exergue lors d'un récent colloque.**

De l'Arctique à la Méditerranée en passant par le golfe Persique, tous les bassins « semi-fermés »<sup>1</sup> voient leur espace de haute mer se réduire. « *Face aux pressions croissantes sur les ressources naturelles, les Etats essaient d'élargir au maximum leurs eaux sous juridiction, dont les zones économiques exclusives font parties* », souligne la juriste Florence Galletti. Une évolution récente qui pousse à reconsidérer la contribution de ces espaces au droit international de la mer, concentrant un panel d'enjeux économiques et naturels, de

droits et d'obligations. « *En situation de confinement, la tendance à l'étalement pose question car réduire la haute mer, considérée comme un bien public, affaiblit la possibilité d'une gouvernance collective* », ajoute-t-elle. A l'occasion du colloque « *Quelle contribution des mers semi-fermées au développement du droit international de la mer ?* », organisé à l'université de Perpignan en octobre dernier, 23 spécialistes de toutes les mers semi-fermées se sont rassemblés pour initier une réflexion commune.

Tout en pointant le risque d'extension de ces eaux sous juridiction, les chercheurs suggèrent que ce phénomène peut paradoxalement présenter un avantage pour la gestion des ressources. « *Dans ces zones nouvellement définies, le pouvoir de décision des Etats est renforcé, explique-t-elle. On peut supposer que les gouvernements feront plus d'efforts pour protéger leurs eaux que la haute mer.* » Reste que cette évolution doit se conformer à la convention des Nations unies sur le droit de la mer. En vigueur depuis 1994, elle impose à chaque Etat l'ayant signée de délimiter les



Mer Rouge sur les côtes soudanaises.

eaux sous sa juridiction avec l'accord des pays voisins. « *Si la Grèce et la Turquie exerçaient la totalité de leurs droits, une situation de chevauchement des espaces maritimes se produirait ! Ces Etats se sont donc contenus dans leurs prétentions maritimes*, précise la chercheuse. *Il est clair qu'aujourd'hui le droit international de la mer doit faire face aux extensions des eaux nationales et contrôler la coopération pour la*

*gestion des ressources en mer dans les bassins en partage.* » ●

1. Mer Méditerranée, mer Noire, golfe Persique, mer Baltique, bassin de l'Asie du Sud-Est, arc caribéen, Arctique et mer Rouge comptent parmi les bassins semi-fermés.

## Contact

florence.galletti@ird.fr  
UMR EME (IRD, Ifremer, UM2)

## Trois questions à Xavier Py

**Xavier Py, vice-président recherche de l'Université Perpignan Via Domitia (UPVD), revient sur le récent accord-cadre signé entre l'IRD et son université.**

**Sciences au Sud : La recherche pour le développement est-elle désormais un axe stratégique pour l'UPVD ?**

**Xavier Py :** Elle l'est devenue progressivement ces deux dernières années. L'autonomie a renforcé la liberté de décisions de l'UPVD dans sa stratégie de recherche. Lors de sa mise en place, nous nous sommes rendu compte que dans plus de la moitié de nos équipes, des chercheurs travaillent sur les questions de développement sans que ce soit un axe majeur de leur laboratoire. L'université a donc choisi d'en faire un thème de recherche transversal afin d'inciter les laboratoires à collaborer ensemble. Cela les aidera à gagner en efficacité et valoriser leurs activités.

**SAS : Un récent accord-cadre a été signé entre l'IRD et l'UPVD, qu'en attendez-vous ?**

**X.P. :** Nos chercheurs ont des compétences mais ont parfois besoin d'être accompagnés pour les appliquer aux problématiques des pays en développement. Avec cet accord, nous allons monter des « équipes projets », dans lesquelles s'associeront chercheurs de l'UPVD et de l'IRD. Il en est ainsi en particulier dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé ou l'énergie. Nous avons des spécialistes des parasitoses tropicales qui travaillent avec l'OMS, d'autres sur l'adaptation des plantes au changement climatique... Bien des compétences qui, ajoutées à celles des équipes de l'IRD, peuvent être de réelles plus-values pour répondre aux problématiques des pays du Sud. Par ailleurs, nous sommes très présents sur

les questions énergétiques en Afrique de l'Ouest. L'IRD gagne à s'investir avec nous sur cette thématique de recherche.

**SAS : Le solaire est-il l'avenir de l'Afrique en terme de développement énergétique ?**

**X.P. :** Pas uniquement ! Le développement énergétique durable nécessite plusieurs sources. L'Afrique a la chance d'avoir un grand potentiel en termes d'énergies alternatives (biofuel, éolien, solaire et hydraulique). De plus, elle n'a quasiment pas encore de réseau électrique, un avantage dans la période actuelle de transition énergétique. De fait, si elle mène à bien son électrification, elle sera pratiquement mieux positionnée que la France d'ici 50 ans. Actuellement, nous travaillons au Burkina Faso, sur le solaire et les biofuel, avec le laboratoire 2iE. Le rapprochement de l'IRD, déjà présent dans ce pays, peut donc avoir un effet catalyseur pour contribuer au développement énergétique de l'Afrique. ●

# Agriculture durable en Afrique

**Associer chercheurs, ONG et paysans, un moyen efficace pour diffuser les pratiques agricoles innovantes d'après les spécialistes rassemblés lors de la conférence « Agroécologie pour l'Afrique ».**

**A**vec une augmentation de 2,4 milliards d'habitants dans le monde prévue pour 2050<sup>1</sup>, dont plus de la moitié en Afrique, la sécurité alimentaire est plus que jamais un des grands défis de ce continent. « Mettre en place une agroécologie efficiente est un axe clé pour répondre à la pression croissante sur les ressources naturelles et répondre aux besoins alimentaires en Afrique », souligne le chercheur Eric Blanchart. Cette agriculture vise à assurer de bons rendements de production en tenant notamment mieux compte des processus biologiques naturels du sol. » Comment la développer sur ce continent est l'une des principales questions débattues au cours de la conférence internationale Agroécologie pour l'Afrique (AFA 2014), organisée récemment à Antananarivo. Plus de 80 spécialistes, malgaches, burkinabés, ghanéens, sénégalais, ivoiriens, éthiopiens, zimbabwéens et français ont mis en commun leurs expériences.

« La majorité des participants l'ont pointé du doigt : pour une agroécologie performante, chercheurs et agriculteurs doivent travailler de pair », rapporte le chercheur en marge de la conférence. Et pour cause : les paysans sont les principaux acteurs de l'innovation en agroécologie. « Ils n'hésitent pas à adapter les pra-



Riziculture à Madagascar.

tiques qui leur ont été enseignées par ailleurs en fonction de leurs attentes et de leurs contraintes », ajoute-t-il. De fait, pour favoriser les échanges entre les deux mondes et trouver des solutions localement plus adaptées, les chercheurs se tournent de plus en plus vers les ONG. Ces dernières sont en permanence au contact des agriculteurs locaux. Elles ont, entre autres, les compétences pour identifier des « paysans référents ». « Ce sont souvent des techniciens agricoles, ils jouent le rôle d'interlocuteurs intermédiaires entre les agriculteurs et les chercheurs », précise le chercheur. Une démarche dont les participants d'AFA ont pu mesurer le succès en visitant

les exploitations agricoles dans l'Itasy, à l'ouest de la capitale malgache. « Dans cette région, nous collaborons avec l'ONG Agrisud<sup>2</sup>, raconte Eric Blanchart. Nous y déterminons si les pratiques mises en place avec les « paysans référents », telles que le compost ou la plantation d'arbres fruitiers, améliorent le stockage du carbone dans les sols et le rendement des cultures. » Dans cette perspective, si la pertinence des méthodes est avérée, les chercheurs comptent sur l'adhésion des « paysans référents » pour les transmettre aux autres agriculteurs de la région. « Cet exemple souligne l'importance d'intensifier la formation à l'agroécologie, tant pour les étudiants

des écoles d'agronomie que pour les techniciens agricoles, chargés de diffuser les connaissances », conclut-il. ●

1. D'après l'ONU, la population mondiale devrait atteindre 9,6 milliards d'habitants en 2050.  
2. Sous la houlette de l'association Groupe Semis Direct du Cirad.

## Contact

eric.blanchart@ird.fr  
UMR Eco&Sol (IRD, Cirad, Inra, Montpellier SupAgro)

## Un réseau scientifique pour les poissons amazoniens

**Les spécialistes de l'ichtyofaune amazonienne se sont réunis à Cochabamba en Bolivie.**

**A**vec plus de 6 millions de kilomètres carrés, le bassin amazonien est le plus grand du monde. « Le fleuve court sur plusieurs pays. Il est donc nécessaire de créer des collaborations internationales pour générer des connaissances globales sur les populations de poissons du bassin versant », reconnaît Maria Darias, biologiste à l'IRD. C'est l'objectif du réseau de recherche sur l'ichtyofaune amazonienne qui s'est réuni, pour son quatrième colloque international, dans

la ville de Cochabamba en Bolivie au mois d'octobre dernier. Ce réseau, créé en 2005, réunit des chercheurs de l'IRD, des scientifiques du Pérou, de l'Equateur, de la Colombie, du Brésil et de Bolivie. Ils produisent et partagent des données sur la biologie des principales espèces amazoniennes et leur gestion. Chaque colloque du RIAA donne l'occasion aux scientifiques sud-américains de définir des thèmes communs. « Nous coordonnons nos recherches sur les espèces qui sont une ressource importante pour l'ensemble des pays et qui peuvent être surexploitées comme, par exemple, le pacu (*Colossoma macropomum*). Dans ce cas, le développement des connaissances et les expériences partagées en aquaculture offrent des solutions durables », précise la co-organisatrice

du colloque. Les travaux s'orientent aussi sur les espèces migratrices, par essence transnationales. Cette année à Cochabamba, les chercheurs ont présenté leurs résultats sur le plus grand migrateur de l'Amazonie, *Brachyplatystoma rousseauxii*. Ils ont confirmé son comportement de *homing*, à l'égal par exemple du saumon qui retourne à l'endroit où il est né pour se reproduire. L'incroyable parcours de ce poisson, sur

plus de 5 000 km, se trouve désormais jalonné de barrages hydroélectriques. La poursuite des études, de part et d'autre des frontières, permettra d'évaluer ses réactions devant ces nouvelles barrières, bien matérielles celles-là. ●

## Contact

maria.darias@ird.fr  
UMR Borea (IRD, MNHN, CNRS, UPMC)

## Une photo, une recherche

**D**es sources hydrothermales d'exception en Nouvelle-Calédonie attirent la curiosité des scientifiques. Sur cette photo, l'édifice le plus emblématique du site avec ses 35 mètres de haut et ses multiples colonnes, l'Aiguille de Prony est une véritable cathédrale sous-marine. Ces cheminées, situées à seulement quelques dizaines de mètres de profondeur au sud de l'île, sont les seules au monde à être aussi facilement accessibles. Les autres sources hydrothermales sous-marines de ce type se trouvent au niveau des dorsales océaniques, à quelques milliers de mètres sous le niveau de la mer ! Une aubaine pour les microbiologistes de l'IRD, qui les étudient depuis la campagne océanographique pluridisciplinaire Hydroprony<sup>1</sup>, mise en place en 2011. Au cœur de ces édifices, la vie abonde. Déjà des centaines d'espèces de bactéries sont répertoriées par les chercheurs dont Marianne Quéméneur, Anne Postec et Gaël Erauso, de l'UMR MIO. Elles vivent dans des conditions extrêmes : le milieu est alcalin, pauvre

en oxygène, en matière organique et en lumière. Pour l'heure, nul ne sait comment ces organismes parviennent à se développer dans un environnement si hostile ! Une hypothèse est privilégiée : elles utilisent l'hydrogène et le méthane que les cheminées dégagent. Mais pour le prouver, les chercheurs doivent relever le défi de dénicher les premiers maillons de la chaîne, tels que les archées capables

## Leishmaniose viscérale en Thaïlande

**Lors d'un récent atelier sur la leishmaniose, le cas du parasite *Leishmania siamensis* a fait l'objet d'une attention particulière.**

**U**ne nouvelle souche de leishmaniose viscérale met la Thaïlande sur ses gardes. « Le parasite en cause, *Leishmania siamensis*, est une forme autochtone dont on ne connaît ni les réservoirs, ni les vecteurs », souligne l'immunobiologiste Jean-Loup Lemesre. Un état de fait qui a poussé vétérinaires, médecins et chercheurs à organiser l'atelier « *Leishmania in Thailand* », sous l'égide de l'IRD, à l'université Mahidol de Bangkok en novembre dernier. « Nous rassemblons nos compétences pour développer les connaissances sur le cycle de vie du parasite, la façon dont il se transmet de l'animal à l'homme ou encore sur la réponse immunitaire chez une personne infectée », précise-t-il. Les discussions ont entre autre souligné l'inefficacité des méthodes de diagnostic normalement utilisées pour détecter les leishmanioses viscérales. « Nous avons mis sur la table les points clés à développer pour améliorer le dépistage de cette maladie chez l'homme et l'animal », explique le chercheur. Un programme pluridisciplinaire sera soumis à l'OMS au cours du premier trimestre 2015. »

A travers ce projet, les spécialistes cherchent à développer un système préventif. « Nous espérons limiter le risque d'épidémie et éviter de reproduire l'histoire qu'a connue l'Inde ! », précise-t-il. Et pour cause, dans le nord-est de ce pays, l'incidence de la leishmaniose viscérale est très forte. Voilà plus d'un siècle, quelques cas sont détectés. « Elle provoque aujourd'hui le décès de 60 000 personnes par an ! », ajoute-t-il. En Thaïlande, le parasite *Siamensis* est connu depuis 10 ans et seulement une quinzaine de cas de leishmaniose sont officiellement déclarés. « Ces derniers sont connus car les personnes infectées se sont rendues à l'hôpital, note le chercheur. Mais nous pensons qu'officieusement le parasite infecte une plus importante part de la population. »

Quid de la situation en Thaïlande demain ? « Avec un diagnostic sérologique efficace, il sera possible de mener des campagnes de dépistage », répond le chercheur. C'est essentiel, car sans traitement, la leishmaniose viscérale est mortelle dans 95 % des cas. » Par ailleurs, des échantillonnages sur le terrain aideront à identifier les vecteurs de la maladie : combien sont-ils et où vivent-ils en particulier ? Enfin, les biologistes de l'UMR Intertryp, qui travaillent dans un consortium de 15 laboratoires à l'élaboration d'un vaccin humain contre la leishmaniose viscérale (projet européen Euroleish-Net), chercheront à savoir s'il est aussi efficace pour *L. siamensis*. ●

## Contact

jean-loup.lemesre@ird.fr  
UMR Intertryp (Cirad, IRD)



*Brachyplatystoma rousseauxii*.

© Fernando M. Carvajal-Vallajos / Faunagua



1. La campagne océanographique Hydroprony financée par l'IRD a réuni des chercheurs de l'IRD à Nouméa, du MIO, du GET et de l'IFREMER.

© IRD / P. Labourte